



Impact des tarifs américains sur le secteur canadien des OSBL

Impacts possibles des tarifs sur le secteur canadien des OSBL

Les tarifs pèseront lourd sur les organismes sans but lucratif et les organismes de bienfaisance du Canada, collectivement désignés comme le secteur des organismes sans but lucratif (OSBL) dans le présent document. Cet effet se répercutera par trois principaux canaux : diminution du financement, augmentation du coût des intrants causée par les contre-tarifs, et demande accrue de services. L'impact sera plus grand dans certains secteurs et régions.



Jusqu'à **100 M\$** de réduction des dons en 2026 par rapport aux prévisions antérieures à l'imposition des tarifs.



Plus de 126 M\$ de réduction potentielle de l'apport des OSBL au PIB.



Besoins croissants dans les collectivités : la fréquentation des banques alimentaires a bondi de **90 %** depuis 2019 et devrait encore augmenter.



L'augmentation du coût des biens, notamment les aliments, le matériel médical et les produits pharmaceutiques, se répercute sur les OSBL.



Dans ce rapport, nous relevons les impacts prévus des tarifs sur les OSBL. Nous fournissons des renseignements et conseils pratiques aux décideurs publics, donateurs, investisseurs, et membres du conseil d'administration et de la haute direction d'OSBL pour les aider à combler les lacunes actuelles et à atténuer l'impact possible des besoins futurs.

Dans l'ensemble, ces effets obligeront les OSBL à faire plus avec moins. En comblant les écarts créés par les impacts des tarifs et en harmonisant leurs réponses avec les tendances globales qui façonnent le secteur social, les investisseurs et donateurs peuvent contribuer à atténuer ces défis et à créer une société et une économie plus résilientes.

Bien que l'impact exact des tarifs sur l'activité économique soit incertain, pour illustrer l'impact potentiel, soulignons que Capital Economics a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2026, les faisant passer de 1,7 % à 1,0 % à la suite de l'annonce des tarifs¹. Ce chiffre donne à penser que l'impact des tarifs sur le PIB pourrait s'élever à environ 22 G\$. D'après la relation entre le PIB et les dons qui a été observée au cours des 15 dernières années, les dons philanthropiques pourraient diminuer dans l'ensemble de 100 M\$ en 2026, par rapport aux prévisions antérieures à l'imposition des tarifs.

D'après les impacts des dépenses des OSBL dans l'ensemble des chaînes de valeur du Canada, cette réduction des dons pourrait se traduire par une diminution de 126 M\$ du PIB. Compte tenu du rendement social global des investissements des OSBL, la réduction des dépenses pourrait avoir des effets beaucoup plus larges : selon des recherches, les multiples sont estimés à 4-7x^{2,3} pour le logement abordable, à 9x⁴ pour les banques alimentaires, et à 18x⁵ pour les programmes de mentorat.



¹ Comparaison des perspectives du PIB de Capital Economics établies en décembre 2024, soit avant que les tarifs présentent une menace importante pour les perspectives, et en avril 2025. Les perspectives d'avril 2025 tiennent compte de tarifs moyens sur les importations de produits canadiens aux États-Unis d'environ 6 % et de tarifs plus élevés sur certains produits, comme les véhicules à moteur finis, l'acier et l'aluminium. Elles tiennent également compte de l'impact négatif de l'incertitude de la politique commerciale sur l'investissement. Cette analyse en date d'avril 2025 est susceptible de changer selon l'évolution des tarifs et d'autres variables économiques.



Les tarifs représentent une occasion pour les OSBL d'accroître leur impact

Les tarifs représentent une occasion unique pour les OSBL d'élargir leur rôle dans la société, à l'heure où leurs services font l'objet d'une demande accrue en raison des impacts négatifs sur les entreprises et en matière de pertes d'emplois. Au-delà de ces défis immédiats, les tarifs pourraient être le catalyseur de transformations essentielles de l'économie canadienne pouvant se traduire par l'élimination des obstacles à la productivité, une diversification des partenaires commerciaux et une augmentation de la compétitivité mondiale.

Les pertes d'emplois concentrées dans certains secteurs et communautés intensifieront la demande immédiate de services des OSBL, ce qui fera grimper le coût de la vie. Les particuliers affectés auront de plus en plus besoin de soutien pour combler leurs besoins de base, comme l'alimentation, le logement, les soins de santé et les services de santé mentale. Si ces pertes d'emplois devaient être permanentes, la demande de programmes de mise à niveau professionnelle augmenterait également. Les organismes fondés sur l'adhésion, comme les chambres de commerce, feront face à une demande accrue de la part de petites entreprises confrontées aux perturbations causées par les tarifs.

Les services des OSBL sont d'autant plus essentiels durant les récessions. Dans l'ensemble, chaque dollar dépensé par les OSBL a un apport de **1,2 \$ sur le PIB** en raison des effets de la chaîne d'approvisionnement. Toutefois, comme nous l'avons noté précédemment, le rendement social des investissements est encore plus grand : selon des recherches, les multiples des investissements sont estimés à $4-7 \times 2.3$ pour le logement abordable, à 9×4 pour les banques alimentaires, et à 18×5 pour les programmes de mentorat.

Les services des OSBL sont d'autant plus essentiels durant les récessions et les périodes de transformation. À titre d'exemple, mentionnons leur soutien aux programmes de mise à niveau professionnelle pour les travailleurs déplacés ou leur offre de services sociaux aux collectivités. Les OSBL peuvent prendre des mesures clés aujourd'hui pour harmoniser leurs efforts avec ces changements économiques tout en renforçant leur impact social.



Mesures clés pour les décideurs publics

Une aide ciblée – par secteur et par région – peut être mise en place maintenant pour renforcer les fondements du filet social du Canada. En tirant parti de l’expertise et de la force des liens communautaires du secteur des OSBL, les décideurs publics peuvent promouvoir une croissance économique durable et inclusive en cette période d’incertitude.

Cette crise est un moment charnière où les gouvernements sont appelés à repenser leur collaboration avec le secteur des OSBL. Les gouvernements devraient viser un élargissement du mandat des OSBL en matière de mise à niveau professionnelle cadrant avec les possibles plans visant à accroître la productivité du Canada et à créer un plus grand impact pour tous les Canadiens.



Mesure : Accroître le soutien et le financement

Envisager des options de financement visant spécifiquement à aider les OSBL à composer à la fois avec les pressions économiques des tarifs et la demande accrue de biens essentiels. Il pourrait s’agir de subventions, d’allégements fiscaux ou de fonds dédiés permettant aux OSBL de maintenir leurs services essentiels durant les périodes de difficultés économiques.



Mesure : Intervenir pour les réductions et exemptions de tarifs

Renforcer les interventions économiques dans les secteurs essentiels pour les activités des OSBL, notamment ceux qui dépendent de biens importés comme les aliments, le matériel médical et les produits pharmaceutiques. Ces interventions, fondées sur une vue d’ensemble du système, ont un effet de débordement social.

Mesures clés pour les donateurs et investisseurs



À l'heure où les Canadiens cherchent à maintenir leurs dépenses à l'intérieur du pays, les donateurs et investisseurs ont une occasion unique d'accroître leur impact en explorant de nouvelles méthodes d'utilisation du capital par l'intermédiaire de la finance sociale. Par exemple, ils pourraient investir dans une entreprise sociale qui soutient la mise à niveau professionnelle ou des outils de financement mixte visant à réduire le risque des investissements dans un projet d'assainissement des eaux.

En recourant à de multiples formes d'investissement et de capital humain, les donateurs et investisseurs peuvent contribuer au maintien des services des OSBL durant les périodes d'incertitude, à la réduction des risques et à la stimulation de l'innovation. Il en résultera une durabilité à long terme.



Mesure : S'investir dans la philanthropie catalytique par la collaboration entre les bailleurs de fonds

Cibler les secteurs à impact élevé, comme les soins de santé, les services de santé mentale et la sécurité alimentaire, qui pourraient subir un impact démesuré en cas de persistance des tarifs. Pour y arriver, il est possible de recourir à des contributions stratégiques et à la collaboration entre bailleurs de fonds pour réduire le risque des projets et attirer des investissements. Les collaborations peuvent aider à bâtir la confiance et la transparence et à créer des histoires significatives qui montrent le « pourquoi » justifiant un soutien et, surtout, le « pourquoi maintenant » démontrant les besoins immédiats.



Mesure : Tirer parti des partenariats qui génèrent des capacités diverses et intersectorielles

Envisager de tirer parti des fonds publics et des capacités des entreprises, des investissements de bailleurs de fonds privés ou des outils et ressources non financiers, comme le financement mixte, l'accès au crédit, les capitaux d'emprunt ou d'autres mécanismes de financement social, pour donner les moyens aux organismes communautaires d'accéder à une évolution accélérée et à une amélioration des résultats sociaux ainsi que de mieux aborder les causes des problèmes.



Mesure : Faire de la place aux apports non affectés et favoriser les idées et perspectives diverses

Identifier les projets qui répondent aux besoins micro et macro de la collectivité, se concentrant sur des questions qui vous préoccupent, vous et votre collectivité. Cibler les apports non affectés qui soutiennent les activités des OSBL. Habiliter les experts des OSBL à préciser où les ressources sont le plus nécessaires aujourd'hui. Il est vital de se concentrer sur les groupes en quête d'équité qui ont été historiquement sous-financés et de s'assurer qu'ils reçoivent un soutien adéquat pour prospérer et prendre de l'expansion, surtout dans les périodes d'incertitude économique.

Mesures clés pour les membres du conseil d'administration et de la haute direction d'OSBL

Les OSBL doivent pivoter vers la diversification des sources de revenus en explorant les nouvelles occasions de génération de revenus et en réduisant la dépendance de leurs modèles financiers envers le financement traditionnel et les subventions publiques, qui sont souvent fortement en baisse durant les récessions.

Les tarifs ne font qu'amplifier la tendance mondiale au déclin de la philanthropie. C'est pourquoi les leaders doivent chercher les occasions d'investissements stratégiques, notamment dans la technologie et la mise à niveau professionnelle, pour maintenir la pertinence et favoriser la durabilité.



Mesure : Mettre tout en œuvre pour diversifier les sources de revenus

Cette mesure inclut les nouvelles occasions de génération de revenus et de création d'entreprises sociales visant à réduire la dépendance financière et à établir des modèles financiers plus résilients qui font place à la croissance et à l'innovation.



Mesure : Investir judicieusement dans des technologies qui génèrent des économies de temps et faire de petits changements qui ont des impacts à grande échelle

Dans des contextes de ressources restreintes, les membres du conseil et de la haute direction doivent traiter la technologie comme un moteur stratégique et ne pas perdre de vue la direction du marché. Il faut se concentrer sur les outils qui créent de la valeur et améliorent la prestation de services, automatisent des processus manuels ou accroissent la mobilisation des donateurs et prioriser les solutions présentant un rendement de l'investissement clair et modulable.



Mesure : Prioriser les initiatives de mise à niveau et de requalification professionnelles pour faciliter la transition des travailleurs vers de nouvelles fonctions

Il sera essentiel pour les OSBL de reconnaître et de recruter les travailleurs dans les secteurs touchés par des pertes d'emploi. Cette approche aide à créer des opportunités concurrentielles d'accès aux talents, surtout dans les sous-secteurs critiques, ce qui accroît la capacité et l'impact de l'organisation.

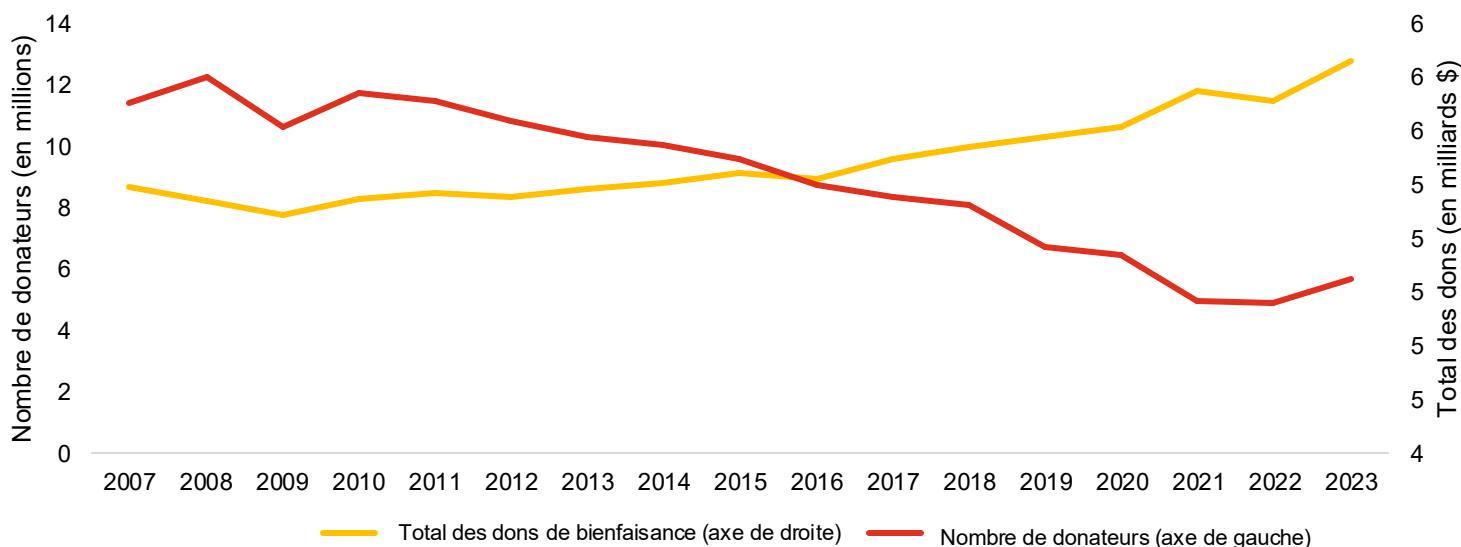




Dons de bienfaisance au Canada

Au Canada, le nombre de donateurs – c'est-à-dire les contribuables qui déclarent un don de bienfaisance à la ligne 34000 de l'annexe 9 de leur déclaration de revenus de particulier – connaît une baisse constante depuis la crise financière, des diminutions ayant été enregistrées chaque année jusqu'à la hausse observée en 2023. Cette tendance donne à penser qu'il existe une possible vulnérabilité structurelle, les organismes dépendant d'un plus petit nombre de donateurs par rapport aux dernières années.

Donateurs et dons de bienfaisance au Canada, de 2007 à 2023



Source : Statistique Canada, analyse de PwC

Les impacts du ralentissement économique actuel pourraient être plus graves pour les OSBL que ceux de la pandémie de COVID-19. La croissance prévue du PIB mondial en 2025 et 2026 pourrait être la plus faible depuis la crise financière de 2008-2009, à l'exclusion de la période de la pandémie de COVID-19⁶. Lorsque la stabilité économique est menacée, les contributions et dons philanthropiques ont tendance à s'en ressentir. Durant la récession de 2008-2009, les contributions philanthropiques ont diminué de 13,2 % sur deux ans. Cette baisse a eu des incidences marquées sur les petits organismes locaux, ce qui a entraîné un recul ou une abolition de certains services. Durant la crise de la COVID-19, les contributions des ménages et des entreprises (en % des revenus des OSBL) ont diminué de 9,9 %, tandis que les contributions du gouvernement ont bondi de 33,0 %^{7,8}.

Contrairement à la pandémie de COVID-19, qui a causé des chocs d'offre et de demande, la crise actuelle est attribuable à une baisse de la demande et aux impacts de l'incertitude entourant l'accès aux marchés et les prix. Comparativement à la période pandémique, les gouvernements ont une marge de manœuvre budgétaire plus limitée pour compenser les manques à gagner en matière de financement, et l'incertitude économique prolongée continue de peser lourdement sur les ressources. Le secteur des OSBL devra s'adapter stratégiquement afin de maintenir ses services malgré les pressions financières et le soutien public limité.

Les récessions sont synonymes de baisse des dons de bienfaisance, ce qui met à mal le financement

Historiquement, les dons de bienfaisance ont suivi les variations du PIB, ce qui donne à penser que la baisse prévue du PIB en 2026 pourrait se traduire par une diminution de 100 M\$ des dons de bienfaisance, d'après les estimations du PIB révisées de Capital Economics à la suite des annonces de tarifs. De plus, la volatilité élevée des marchés et le rendement décevant des investissements pourraient affecter les organisations qui dépendent des fonds de dotation. Par ailleurs, les contre-tarifs imposés sur des biens essentiels comme la nourriture, les fournitures médicales et les produits pharmaceutiques devraient faire augmenter les coûts des OSBL.



Mise en contexte

La majorité de la valeur des dons provient d'un petit groupe de donateurs à valeur élevée, ce qui rend les OSBL vulnérables aux changements soudains des tendances en matière de dons.

Plus de **70 %** des dons proviennent de seulement **9 %** des donateurs, lesquels font des dons de **5 000 \$** ou plus. Les changements récents des dons dans l'ensemble sont largement attribuables au fait que ces donateurs ajustent leurs niveaux de don⁹. En période d'incertitude économique, les donateurs peuvent être hésitants à faire des dons importants, selon l'ampleur de l'incidence du contexte économique sur leur revenu. Cette forte dépendance à un bassin limité de donateurs accroît le risque financier auquel s'exposent les OSBL, les variations des niveaux de contribution pouvant entraîner des manques à gagner imprévus. La diversification des sources de financement peut aider à atténuer l'effet de ces variations.

Les donateurs et les bailleurs de fonds se mobilisent lorsqu'ils reçoivent un appel impératif à l'action.

Durant la pandémie, les dons des particuliers ont augmenté en 2020 et 2021, malgré un accroissement du chômage, et le soutien gouvernemental a aussi connu une hausse. Bien que nous ayons calculé les pertes potentielles en fonction de la corrélation avec le PIB, ces pertes sont loin d'être une certitude et il y a une occasion pour les donateurs et les bailleurs de fonds d'agir et de combler le manque à gagner. Bien que les besoins d'urgence soient en hausse, il y a aussi une opportunité de se concentrer sur les activités qui préparent le Canada en vue d'une résilience à long terme. Par exemple, l'adaptation aux perturbations tarifaires accroît l'importance des technologies qui stimulent la productivité et pourrait entraîner un rétrécissement de certains secteurs et une croissance d'autres secteurs, ce qui accélérera la nécessité de la formation professionnelle et du soutien à l'adaptation des travailleurs.





Le secteur des OSBL génère d'importants avantages socioéconomiques

“ Les services des OSBL sont d'autant plus essentiels durant les récessions. Nous présentons ci-dessous quelques exemples de l'augmentation possible de la demande. Dans l'ensemble, chaque dollar dépensé par les OSBL a un apport de 1,2 \$ sur le PIB en raison des effets de la chaîne d'approvisionnement.

Nos six principales prévisions

1

Les OSBL seront confrontés à une forte hausse de la demande de soutien lié aux soins de santé. Ce phénomène est attribuable aux répercussions économiques élargies des tarifs, qui causent une hausse des coûts des entreprises, un bouleversement des chaînes d'approvisionnement et une diminution de la confiance des investisseurs. À l'heure où l'activité économique ralentit et le chômage augmente, l'accès des particuliers aux services de santé habituellement accessibles par l'intermédiaire de l'assurance de leur employeur est plus susceptible d'être retardé ou restreint. Par exemple, durant la crise financière de 2008-2009, les pays de l'OCDE ont enregistré une hausse de 260 000 décès liés au cancer, attribuable en grande partie aux baisses des dépenses en santé et à la réduction de l'accès, ce qui témoigne du fardeau accru sur les OSBL voués aux soins de santé durant les récessions^{10,11}.

2

La demande de services de santé mentale et de crise est appelée à augmenter. Les effets du chômage sur la santé mentale, comme la hausse de l'anxiété, des dépressions et de l'abus de substances, sont susceptibles de se répercuter sur les communautés. Les OSBL qui fournissent des services de santé mentale et de dépendance devront renforcer leur présence afin de répondre à ces défis, surtout dans les régions aux prises avec des difficultés économiques¹².

3

Les OSBL des régions qui dépendent des petites et moyennes entreprises (PME) connaîtront une hausse de la demande de services comme le soutien à l'emploi, la stabilisation économique et l'aide aux petites entreprises. Les PME sont moins à même de résister aux pressions financières causées par les bouleversements attribuables aux tarifs, compte tenu de leurs réserves financières moindres et de leur capacité limitée à absorber les hausses de coûts¹³. Cette situation est particulièrement préoccupante étant donné que les PME représentent près de 64 % des employés du secteur privé¹⁴, ce qui fait de la stabilité de ces entreprises un facteur essentiel pour l'économie dans son ensemble. Si les PME sont forcées de réduire leurs effectifs, de reporter leurs investissements ou de fermer leurs portes, les OSBL joueront un rôle clé dans le soutien aux collectivités par l'offre de ressources essentielles, d'occasions de réseautage, d'initiatives de formation et d'efforts de mobilisation. Les OSBL peuvent offrir de l'information sur l'adaptation aux tarifs et la transformation des chaînes d'approvisionnement, aider les entreprises à accéder aux programmes publics, et communiquer les inquiétudes des PME aux décideurs publics, encourageant l'adoption de solutions qui appuient les entreprises canadiennes.

Les OSBL créent énormément de valeur

“ Le rendement social des investissements des OSBL est encore plus grand : selon des recherches, les multiples des investissements sont estimés à 4-7x^{2,3} pour le logement abordable, à 9x⁴ pour les banques alimentaires, et à 18x⁵ pour les programmes de mentorat.

4

Les organismes qui offrent des services d'alimentation et de logement et qui répondent aux besoins de base doivent se préparer à une hausse de la demande, qui sera inégale selon les régions. De 2021 à 2024, les banques alimentaires ont connu une croissance annuelle composée de 16 %, causée par la hausse du coût de la vie, malgré le niveau relativement bas du chômage pendant la majorité de cette période¹⁵. Cet état de fait donne à penser que les tarifs et la hausse du chômage accentueront le recours aux banques alimentaires. Ces variations de la demande seront inégales, certaines régions se ressentant davantage des impacts des tarifs, ce qui entraînera des hausses localisées de la demande de services d'emploi, de programmes alimentaires et d'initiatives de soutien communautaire^{16,17}.

5

Les organismes qui se concentrent sur la sécurité des collectivités et la prévention des crimes subiront également des pressions. Les périodes de chômage élevé, souvent exacerbé par les chocs commerciaux, sont associées à une augmentation des crimes contre la propriété. À l'heure où l'insécurité économique est en hausse, les OSBL qui œuvrent dans la justice réparatrice, la prévention de la violence et la résilience communautaire pourraient devoir élargir leurs programmes et collaborer plus étroitement avec la police et les services sociaux¹⁸.

6

Les programmes de perfectionnement de la main-d'œuvre et de mise à niveau professionnelle dirigés par les OSBL deviendront de plus en plus essentiels. Les changements structurels, y compris le rejet de la mondialisation, causent un déplacement des travailleurs des industries traditionnelles et entraînent un besoin de perfectionnement professionnel. Les tarifs sont symptomatiques de ces changements et pourraient accélérer les transformations économiques. Les OSBL de la sphère de l'emploi et de la formation joueront un rôle essentiel pour aider les travailleurs à faire la transition vers de nouvelles fonctions, mais auront besoin d'un financement durable pour répondre à la demande accrue^{19,20}.



L'incidence des tarifs sur divers secteurs et régions varie considérablement en fonction de leur dépendance aux marchés d'exportation américains, de l'accessibilité de marchés de substitution et de la capacité de se tourner rapidement vers d'autres marchés. En conséquence, les préjudices aux entreprises et les pertes d'emplois devraient varier à l'échelle du pays. Il est important de tenir compte de cette variation lors de l'évaluation des impacts des tarifs sur la demande des services des OSBL.

La fabrication, l'agriculture et les services publics seront les secteurs les plus touchés par les tarifs.

Les secteurs suivants devraient subir les répercussions des tarifs américains, tant du fait de hausses de coûts que de l'incertitude qui pèse sur l'investissement au Canada :

Fabrication

Les principales exportations du secteur manufacturier canadien vers les États-Unis sont les véhicules et les pièces, la machinerie (p. ex., les turbines à gaz), les médicaments conditionnés, les plastiques et les meubles. Les automobiles et les pièces figurent parmi les sous-secteurs les plus vulnérables, car la chaîne de valeur des secteurs automobiles canadien et américain est fortement intégrée²¹.



Agriculture

Tout comme la fabrication, ce secteur est touché tant par les tarifs que par les contre-tarifs. Par exemple, les producteurs de bœuf de l'Alberta exportent beaucoup vers les États-Unis (le bœuf représentait 30 % des exportations de 9,3 G\$ du secteur agroalimentaire en 2024), alors que les agriculteurs des Prairies dépendent du phosphate ainsi que de la machinerie et du matériel des États-Unis^{22,23,24}.



Services publics

En 2024, les États-Unis ont importé 11 381 GWh nets d'électricité canadienne (0,3 % de la demande américaine), soit l'équivalent de la consommation annuelle de 1 million de maisons. Les tarifs annuleront vraisemblablement la majorité de l'avantage de l'énergie canadienne par rapport aux ressources américaines en termes de prix, ce qui signifie que les exportations diminueront à mesure que les États-Unis hausseront leur production²⁵.



Nous illustrons la concentration des impacts des tarifs dans certains secteurs de l'économie grâce à trois études de cas.

Étude de cas 1 : Péninsule Hamilton-Niagara

En moyenne, les régions qui dépendent des secteurs qui exportent vers les États-Unis, comme Windsor et Hamilton, devraient souffrir davantage des tarifs. À Hamilton, par exemple, les trois plus grands employeurs sont les soins de santé et l'assistance sociale, le commerce de détail et la fabrication, dont l'acier et l'aluminium représentent une grande partie. **Étant donné que près de 90 % des exportations canadiennes d'acier et d'aluminium sont destinées à des entreprises américaines, cette région économique est particulièrement exposée au commerce extérieur, et les tarifs représentent un risque important pour sa prospérité économique**^{26,27}. Cela signifie que la région est susceptible de connaître une plus grande baisse des dons locaux, parallèlement à une hausse de la demande de services d'OSBL destinés aux particuliers, comme les banques alimentaires et le soutien au logement, et aux entreprises. Dans les régions, comme celle d'Hamilton-Niagara, qui sont particulièrement touchées par les tarifs, les dons peuvent avoir une énorme incidence. De plus, les organismes profiteront de partenariats de partage de ressources à l'échelle nationale pour renforcer la résilience.

Étude de cas 2 : Banques alimentaires

Les tarifs causent des difficultés pour les banques alimentaires en termes d'offre et de demande. Les tarifs devraient accroître la demande de services des banques alimentaires en raison des pertes d'emplois et de l'augmentation du coût de la vie déjà élevé. **Sur le plan de l'offre, 50 % des importations d'aliments du Canada proviennent des États-Unis.** Bien qu'il existe des solutions de rechange pour certains produits, les contre-tarifs imposés aux importations de produits américains feront augmenter les coûts des articles d'épicerie, ce qui agravera la difficulté de répondre à la demande^{28,29}. En plus du besoin de soutien à court terme, les banques alimentaires devront sans doute mettre à jour leurs stratégies de financement et d'exploitation pour refléter les réalités d'une demande qui croît plus rapidement et des augmentations de coûts.

- La demande de services des banques alimentaires a bondi de **90 %** au Canada depuis 2019.
- Les banques alimentaires ont enregistré **2 millions** de visites en 2024, et **30 %** des banques alimentaires ont épuisé leurs stocks sans avoir répondu à la demande.
- **18,1 %** des utilisateurs de banques alimentaires ont un emploi, mais n'ont pas les moyens de se procurer les produits de base.
- **23 %** des ménages vivent de l'insécurité alimentaire.

Étude de cas 3 : Agriculture

Les tarifs ont une incidence importante sur l'agriculture, les États-Unis représentant environ 60 % de l'ensemble des exportations agroalimentaires du Canada. **En 2023, le Canada a exporté près de 99,1 G\$ de produits agricoles et alimentaires**, les produits de boulangerie, l'huile de canola, et le bœuf et le porc se classant aux trois premières places³⁰. Les OSBL qui œuvrent auprès des entreprises sont susceptibles de connaître une hausse de la demande de soutien aux entreprises agricoles, d'autant plus que les marges sont déjà faibles dans ce secteur. Dans un même état d'esprit, compte tenu des possibles pertes d'emplois, les régions et les collectivités qui dépendent beaucoup de l'agriculture enregistreront probablement une demande accrue des services destinés aux particuliers. Il sera important de travailler avec le gouvernement sur des approches de soutien du secteur, compte tenu de son importance tant économique que stratégique, sur le plan de la chaîne d'approvisionnement.



Annexes



Annexe : Limites



Réception de nouvelles données ou de nouveaux faits : PwC se réserve le droit, à sa discréction, de retirer le rapport ou d'y apporter des modifications s'il obtient de nouvelles données ou s'il est mis au courant de faits existants à la date du rapport qui étaient inconnus lors de la préparation du rapport. Les conclusions sont à jour au 13 mai 2025, et PwC n'est nullement tenu d'informer quiconque des changements ou des questions portés à son attention après cette date qui modifierait nos conclusions.

Fiabilité des données : PwC s'est fié à l'exhaustivité, à l'exactitude et à la présentation fidèle de l'ensemble des renseignements et des données obtenus auprès des diverses sources présentées dans notre rapport, qui n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un autre type de vérification.

Les conclusions du présent rapport sont fonction de l'exhaustivité, de l'exactitude et de la présentation fidèle susmentionnées, lesquelles n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante par PwC. Par conséquent, nous ne fournissons aucune opinion ou attestation ni aucune autre forme d'assurance quant aux résultats de cette étude.

Le contexte tarifaire évolue rapidement et l'incidence des tarifs sur l'économie canadienne est hautement incertaine. Par conséquent, les projections utilisées aux fins de la préparation de cette étude sont présentées à titre indicatif seulement et ne visent qu'à donner un aperçu des incidences.

Ce rapport et l'analyse s'y rattachant doivent être considérés dans leur intégralité : Choisir seulement certaines parties de l'analyse ou des facteurs considérés par PwC, sans considérer tous les facteurs et l'ensemble de l'analyse, pourrait donner une image trompeuse de nos conclusions. La préparation de notre analyse est un processus complexe qui ne se prête pas nécessairement à une analyse partielle ou à une description sommaire. Toute tentative en ce sens pourrait faire en sorte qu'une importance indue soit accordée à un facteur ou à une analyse en particulier.

Limitation de l'utilisation : Ce rapport est destiné à l'usage et au bénéfice exclusifs du chef, Développement durable et responsabilité sociale d'entreprise de PwC. Nous comprenons que notre livrable sera communiqué au personnel de PwC et pourrait aussi être communiqué aux clients et aux parties prenantes du cabinet (p. ex., le gouvernement) et que vous pourriez également souhaiter le publier. Vous êtes autorisé à publier notre livrable, à condition qu'il soit publié dans son intégralité, y compris les notices juridiques pertinentes.

Si vous souhaitez utiliser des extraits de notre livrable ou publier votre propre description de notre livrable, vous devez fournir concurremment un lien clair vers l'intégralité de notre livrable et obtenir le consentement de PwC à la publication de ces extraits ou de cette description, lequel ne peut être refusé, retardé ou soumis à des conditions sans motif raisonnable. Dans ce contexte, PwC formulera ses commentaires sur votre ébauche d'énoncé dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de cet énoncé.

PwC rejette tout devoir de diligence, obligation ou responsabilité, le cas échéant, que pourrait subir un tiers qui lit notre livrable, un extrait de celui-ci ou tout énoncé le décrivant. En outre, aucune autre personne ou entité autre que vous ne doit faire confiance à la fiabilité ou à l'exhaustivité des déclarations figurant dans notre livrable.

Nous notons que toute variation importante des hypothèses importantes susmentionnées pourrait causer une modification importante des conclusions de notre analyse.

Annexe : Sources

Autres sources

¹ [Conference Board du Canada](#)

² [BCG, 2015](#)

³ Constellation Consulting Group, 2023

⁴ [Calgary Food Bank, 2024](#)

⁵ [BCG, 2013](#)

⁶ [S&P Global Economic Outlook](#)

⁷ [Statistique Canada](#), (comparaison des niveaux de 2020 et 2019, les contributions des ménages incluent les dons et les droits d'adhésion)

⁸ [BNPI inspire, What is the Impact on the Canadian Philanthropic Sector](#)

⁹ [Imagine Canada](#)

¹⁰ [MarshMcLennan, Recession's Health Repercussions](#)

¹¹ [Maruthappu M, Watkins J, Noor AM, Williams C, Ali R, Sullivan R, Zeltner T, Atun R. Economic downturns, universal health coverage, and cancer mortality in high-income and middle-income countries, 1990-2010: a longitudinal analysis. Lancet. 2016 Aug 13;388\(10045\):684-95.](#)

¹² [MarshMcLennan, Digital Tools for Mental Health](#)

¹³ [ISDE](#), décembre 2022

¹⁴ [ISDE](#), décembre 2023

¹⁵ [Banques alimentaires Canada](#)

¹⁶ [Feed Ontario, Les banques alimentaires réduisent leurs services car la demande croissante dépasse les ressources](#)

¹⁷ [FCEI](#)

¹⁸ [Office of Management and Budget, Economic Downturns and Crime](#)

¹⁹ [Organisation internationale du Travail, Lessons from the implementation of training and retraining programmes in response to the Great Recession](#)

²⁰ [Brookings, The critical role of workforce training in the labor market recovery](#)

²¹ [Conference Board du Canada](#)

²² [Banque du Canada](#)

²³ [Alberta Agricultural trade services](#)

²⁴ [Calgary Herald](#)

²⁵ [Center for Strategic and International Studies](#)

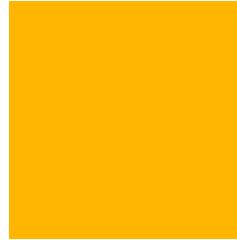
²⁶ [CBC News](#)

²⁷ [Invest in Hamilton](#)

²⁸ [Banques alimentaires Canada - Bilan-Faim 2024](#)

²⁹ [Observatory of Economic Complexity \(OEC\)](#)

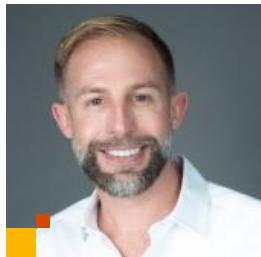
³⁰ [Agriculture et Agroalimentaire Canada](#)



Merci

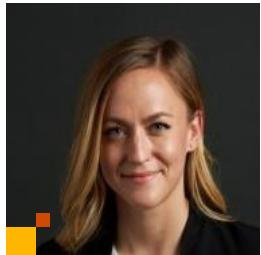
Visitez notre [Centre de ressources Tarifs et politiques commerciales](#) pour accéder aux dernières analyses sur la gestion de l'évolution de la situation des politiques commerciales et des tarifs.

Communiquez avec nous



James Temple, FEA

Chef, Développement durable et responsabilité sociale d'entreprise et Services-conseils en philanthropie, PwC Canada
james.temple@pwc.com



Mikaela McQuade

Associée, Analyse économique et politique, PwC Canada
mikaela.mcquade@pwc.com



Gemma Stanton-Hagan

Directrice principale, Analyse économie et politique, PwC Canada
gemma.l.stanton-hagan@pwc.com

pwc.com/ca

© PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario, 2025. Tous droits réservés.

PwC s'entend du cabinet canadien, et quelquefois du réseau mondial de PwC. Chaque société membre est une entité distincte sur le plan juridique. Pour de plus amples renseignements, visitez notre site Web à l'adresse www.pwc.com/structure (en anglais seulement).

Ces renseignements sont fournis à titre d'information seulement et n'ont pas pour objet de remplacer les conseils d'un professionnel.